

FAIRE DU 11 OCTOBRE Un temps fort des luttes

Le contexte social est connu : faire payer la crise du système capitaliste par les salariés. Depuis déjà de trop longs mois, Président de la République, MEDEF et Gouvernement unissent leurs efforts pour mettre en œuvre des mesures plus régressives les unes que les autres. Ils s'inscrivent – malheureusement – dans une démarche plus générale, déjà très lourde de conséquences pour de nombreux peuples européens. Le 24 août, le Premier ministre est venu annoncer un nouveau plan d'austérité qui va venir aggraver encore la situation pour les familles, les plus démunis, les services publics.

Arrêter le massacre !

Alors que, crise ou pas, les profits des grandes entreprises et les dividendes versés aux gros actionnaires sont toujours à des niveaux hallucinants, la politique menée consiste à imposer toujours plus de sacrifices à la majorité des citoyens. Santé, protection sociale, augmentation des prix.... Les mauvais coups tombent comme à Gravelotte. Dans ce cortège, la Fonction publique et ses agents sont aux premières loges.

Les suppressions massives d'emplois qui continuent (près de 200.000 depuis 5 ans) détériorent encore des conditions de travail déjà lourdement altérées et mettent en danger la qualité du service public rendu.

Le gel de la valeur du point sur 2011 et 2012 – situation sans précédent – porte à un niveau inégalé la perte de pouvoir d'achat. Les qualifications ne sont pas reconnues et les déroulements de carrière sont réduits comme jamais.

La RGPP est toujours à l'œuvre avec ses restructurations contraires à l'intérêt général et ses remises en cause frontales des missions publiques. Cette politique de casse et de démantèlement est injustifiée et inacceptable !

Amplifier la riposte pour imposer d'autres choix : Réunies au plan interprofessionnel le 1er septembre, la CGT, la CFDT, l'UNSA, la FSU et Solidaires ont décidé d'une nouvelle journée d'action le mardi 11 octobre.

C'est un rendez-vous majeur et incontournable. C'est l'occasion de redire ensemble :

- ▶ LEUR CRISE N'EST PAS LA NÔTRE ;
- ▶ IL FAUT UNE TOUTE AUTRE REPARTITION DES RICHESSES CREEES ;
- ▶ ACCROITRE LES RECETTES PUBLIQUES PAR UNE FORTE CONTRIBUTION DES PROFITS ET DES HAUTS REVENUS EST JUSTE ET INDISPENSABLE.

C'est le moment de réaffirmer ensemble (Publics, privés, actifs et retraités)

- ▶ IL FAUT DIRE STOP A LA CASSE DES SERVICES PUBLICS ;
- ▶ IL FAUT DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE ;
- ▶ IL FAUT PARTOUT CREER DES EMPLOIS STABLES ET QUALIFIES ;
- ▶ IL FAUT DES REFORMES DE PROGRES DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA RETRAITE.

Dans cette perspective, l'UGFF-CGT appelle partout dans les services et établissements de l'Etat à mettre en débat l'inscription résolue dans la mobilisation du 11 octobre. Par la grève et la participation aux manifestations, elle appelle à faire du 11 octobre un temps fort de la construction du rapport de force.

Communiqué des organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA du Finistère

Les organisations syndicales CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires se sont réunies ce matin afin d'organiser la journée nationale d'action interprofessionnelle du 11 octobre prochain.

Elles font le constat d'une situation économique et sociale dégradée et dénoncent le caractère injuste et inéquitable des mesures qui ne cessent de tomber sur les salariés et le monde du travail.

Dès à présent elles invitent leurs syndicats à réunir les salariés dans les entreprises pour décider des modalités d'actions à mettre en œuvre pour faire de cette journée du 11 octobre un moment fort de mobilisation pour faire aboutir les revendications de tous les salariés.

Elles invitent les salariés à se mobiliser sur les lieux de travail pour exiger la satisfaction de leurs revendications en exigeant l'ouverture de négociation auprès de leurs employeurs.

Elles les invitent à définir les contenus et les formes d'actions qu'ils décideront en commun pour se faire entendre.

Ni les salariés, ni les retraités n'ont à payer une crise dont ils ne sont aucunement responsables. Le gouvernement et le patronat ont par contre des responsabilités en priorisant la financiarisation de l'économie au mépris de la réponse aux besoins sociaux.

La sortie de crise passe par des réformes globales, comme celle de la fiscalité, d'une politique industrielle coordonnée au niveau européen, des services publics de qualité.

Cela passe aussi par l'augmentation des salaires, l'arrêt des plans de casse industrielle, la création d'emploi stable.

Sans exclusive sur la forme, les organisations syndicales entendent permettre toutes les formes d'expression, y compris la grève, pour faire qu'à l'occasion de cette journée s'exprime le plus grand nombre de salariés, de retraités.

Déjà, des entreprises, des professions ont décidé ou sont dans l'action, le CMB, Even, SOBRE-NA... L'éducation nationale organise des manifestations le 27 septembre et sera rejointe par les personnels de l'école privée.

Les retraités se mobilisent également le 6 octobre pour exiger plus de pouvoir d'achat et des besoins nouveaux concernant la perte d'autonomie.

Elles appellent le 11 octobre à quatre manifestations sur le Finistère à 10h30 à Brest, Morlaix, Quimper et Quimperlé, auxquelles succéderont des rassemblements à l'heure de midi sur ces mêmes sites.